

Plate forme votée en Assemblée générale à la Sorbonne le 15 mai.

Les étudiants de la Sorbonne réunis en AG le 15 mai 2007, ont adopté la plate forme de revendications suivantes :

Contre la casse de l'enseignement public :

- Non à l'autonomisation et à la privatisation de l'université qui signifie la casse du contenu national des diplômes et la définition du contenu des enseignements par les entreprises.
- Non à la sélection des étudiants à l'entrée de la fac et du M1 par dossier et par la hausse des frais d'inscription.
- Non à la réduction du nombre de postes d'enseignants et de places au CAPES et à l'Agrégation ainsi qu'au désengagement financier de l'état dans l'éducation publique.
- Non à la mise en place des pôles d'excellence, facs d'élite pour une minorité d'étudiants riches qui condamne la majorité des étudiants à des facs poubelles, tel que cela est défini dans le Pacte pour la recherche et le rapport Hetzel.

L'AG revendique une université publique et gratuite pour tous, pour un réengagement financier de l'état à hauteur des besoins !

Les attaques anti-sociales vont se multiplier :

- Non à la remise en cause du droit de grève, seul moyen de défendre nos intérêts face au patronat, par le service minimum imposé et par le référendum pour casser les grèves en faisant voter les salariés non concernés par la grève.
- Non à la casse du code du travail par la multiplication des contrats précaires subventionnés, Non au contrat de travail unique, futur CPE / CNE généralisé pour tous.
- Non aux exonérations de charges sociales pour les heures supplémentaires, Non à la précarisation des conditions de travail.
- Non à la remise en cause des régimes spéciaux de retraites, Non à la privatisation et à la casse des services publics.

L'AG revendique un service public de qualité pour tous, des conditions de travail décentes : CDI pour tous, augmentation immédiate de 300 euros des salaires !

La stigmatisation des étrangers et la chasse aux sans papiers continuent :

- Non à l'application de la loi CESEDA et au nouveau projet de loi sur " l'immigration choisie ".
- Non aux partenariats économiques, qui sous couvert de développement, impose une politique néocolonialiste qui organise le pillage culturel, intellectuel et économique.
- Non à la création du ministère de l'identité nationale.
- Non aux rafles, détentions et expulsions de sans papiers !

L'AG revendique la liberté de circulation pour tous ! Solidarité avec les sans papiers ! Pour la régularisation de tous les sans papiers !

L'AG condamne la répression policière et judiciaire qui s'opère depuis le 6 décembre et soutient toutes les victimes :

Amnistie pour toutes les victimes de la répression !